

Avant-propos

Marcelle Genné

Volume 29, numéro 2, 1998

L'économie du XXI^e siècle de François Perroux à la mondialisation

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703874ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703874ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Genné, M. (1998). Avant-propos. *Études internationales*, 29(2), 221–223.
<https://doi.org/10.7202/703874ar>

Avant-propos

La mondialisation, processus caractérisé par l'emprise grandissante et universalisante du capitalisme à l'échelle mondiale se présente sous des dehors multiples et changeants, qui ne sont autres que l'expression d'une même logique prenant, à la veille du *xx^e* siècle, la forme de réseaux, lesquels entretiennent des relations conflictuelles ou coopératives avec les États qu'ils tendent à transcender, sans pour autant les faire disparaître (Y. Crozet, *Mondialisation et renouvellement du concept de nation*). Ces dissymétries entre nations et grandes entreprises, ou unités actives, François Perroux, auteur de *L'Économie du *xx^e* siècle* et source d'inspiration par excellence des économistes de la francophonie, les avait bien perçues et analysées mieux que tout autre. C'est la raison pour laquelle, dans un souci de renouvellement dans la continuité, ce numéro spécial sur la mondialisation a été réalisé.

Cependant, le processus d'accumulation qui se trouve au cœur même du phénomène de mondialisation est beaucoup plus ancien que le siècle qui s'achève. En effet, la défense des intérêts capitalistes remonte à l'hégémonie industrielle de l'Angleterre et du Portugal qui par-delà la théorie des avantages comparatifs de Ricardo, confondant intérêts personnels et intérêts de la nation, justifièrent le libre-échange. L'économie-monde, au sein de laquelle la division internationale du travail allait s'exercer à l'échelle pluri-étatique, était née. Et la conclusion à laquelle aboutirent les ténors du libre-échangisme de l'époque – la généralisation des fruits des progrès de la productivité aux pays les moins développés – représente toujours une constante du discours libre-échangiste actuel, même si déjà au *xix^e* siècle le courant mercantiliste s'inscrivait en faux contre une telle affirmation, non corroborée par les faits.

Ricardo est aussi le premier économiste à avoir accordé une grande importance à la répartition fonctionnelle des revenus : la rente qui rétribue les propriétaires fonciers, le profit qui rémunère les industriels et les salaires qui dédommagent les travailleurs de leur labeur. Ce modèle de répartition fonctionnelle des revenus vient éclairer les raisons profondes des tensions ou des conflits entre les différents agents économiques. Les théories de la répartition fonctionnelle de Ricardo et de ses successeurs se sont progressivement affinées en même temps que les économies du monde industriel connaissaient des changements structurels profonds. En effet, que représente aujourd'hui, par exemple, la part de l'agriculture dans l'économie globale de ces pays en plein bouillon de mondialisation ? Peu de chose, en vérité. Mordant de plus en plus sur les théories fonctionnelles des revenus, les théories personnelles de la répartition des revenus vont s'inspirer depuis A. Pareto des précédentes en les modifiant pour tenir compte des prélèvements fiscaux et des versements sociaux. En conséquence, ce second type de répartition des revenus sera beaucoup plus proche du concept de niveau de vie des individus ou des ménages, sans toutefois s'y identifier (C. Dagum, *Répartition personnelle et fonctionnelle des revenus*). La répartition fonctionnelle des revenus fait

apparaître une dispersion qui dans un grand nombre de pays, et notamment aux États-Unis, a tendance, depuis les années 80, à s'agrandir, en même temps que les inégalités se font plus aiguës. Ces inégalités sont d'autant plus sensibles que, conformément à la méthode suivie par François Perroux en la matière, les revenus se conjuguent à d'autres coordonnées du niveau de vie telles que, en particulier, l'éducation et la santé. Le siècle qui s'annonce sera celui d'un développement humain à promouvoir (M. Genné, *Le développement humain au ^{xxi}^e siècle*), concept privilégié par les Nations Unies, un développement sans lequel le phénomène de mondialisation ne peut, faute de pouvoir d'achat du plus grand nombre, qu'entraîner la pauvreté et la misère.

Ainsi la globalisation en marche tisse inlassablement ses tentacules concurrentielles en faisant des blocs régionaux son tremplin à l'intégration régionale des marchés. Si les pays de la triade – Japon, Europe et États-Unis – sont particulièrement actifs, d'autres, comme le montre bien K. Ohmae, en particulier la Chine, sont en passe de connaître un développement gigantesque, un développement qui pourrait être, à mon humble avis, de nature *yangtseu-kiangeable*, au cours du prochain siècle. L'analyse du dynamisme américain révèle à quel point les régionalismes multiples sont à l'œuvre dans les Amériques pour constituer une vaste zone de libre-échange qui ne cesse de s'approfondir, tel qu'en témoignent le foisonnement des ententes de toutes sortes, le resserrement des liens des partenaires avec le grand frère américain et le rôle que jouent les sociétés multinationales dans le processus intégratif de la région (Ch. Deblock et Dorval Brunelle, *Les États-Unis et le régionalisme économique dans les Amériques*). Au nombre des variables explicatives agissant de plus en plus sur les transformations structurelles en cours, il y a lieu d'identifier les investissements directs étrangers dont les déterminants micro- et macro-économiques, entachés d'incertitude qu'ils sont, donnent naissance à des scénarios prospectifs contradictoires (Lahsen Abdelmaki, *Investissements directs étrangers, déterminants stratégiques et effets structurants sur le système de l'économie mondiale*). À la suite de ces investissements, les flux de marchandises et de services vont inonder le monde à un point tel que les États-nations tentent de résister à la libéralisation totale des marchés – mouvement soutenu par l'Organisation mondiale du commerce, après l'avoir été par l'Accord général sur les tarifs douaniers – en instaurant des mesures de protection de plus en plus subtiles – les barrières non tarifaires de type « dur » et de type « doux » (R. Sandretto, *Le protectionnisme au tournant du siècle : opacité et furtivité*). Politique de repli ou guerre de retranchement, les changements structurels liés aux délocalisations des investissements ne sont certes pas étrangers à ce phénomène. Explicative aussi du bouillonnement économique régional, est la variable « capital humain » qui, en sus du taux d'épargne, des infrastructures, de la croissance de la population et d'autres variables, viendrait éclairer le phénomène de convergence « conditionnelle » qui serait à l'œuvre entre pays riches et pays pauvres, tels que le font ressortir certains modèles néo-classiques (S. Coulombe et K. Day, *Convergence des profils de croissance régionaux de part et d'autre de la frontière américaine*). Le capital

humain, véritable moteur de la haute technologie, s'inscrit dans une succession de générations de systèmes d'information plus performants les uns que les autres – l'innovation engendre continuellement l'innovation annonciatrice d'un siècle qui sera dominé par le capital humain. Ce siècle sera-t-il également celui des ressources humaines dans toutes ses dimensions au moment où la haute technologie, conjuguée à d'autres facteurs, a forcément un impact sur l'emploi ? Les transformations qui sont en passe d'affecter le marché du travail au cours du prochain siècle, outre le vieillissement de la population et l'accroissement des inégalités déjà sensibles, concernent l'évolution même des structures de l'économie globale au sein de laquelle l'augmentation de la part des services relativement à celle des biens produits ne peut que retentir, tôt ou tard, sur la structure de l'emploi et de son corollaire – le chômage (G. Grenier, *Changements des structures et emploi dans les années deux mille au Canada*)

Tout le mouvement de mondialisation fait place à de telles incertitudes que, sur les traces de F. Perroux, les chercheurs se tournent vers l'analyse systémique. Science sociale, l'économie va dans cette perspective se brancher toujours plus sur les sciences exactes en leur empruntant, notamment à la physique, certains concepts. Les équilibres sont multiples et la quête des lois qui gouvernent les transformations est loin d'être épuisée (P. Crabbé, F. Perroux et I. Prigogine : *Systèmes complexes et science économique*). Cependant, l'histoire ne se répète pas et la tendance à la globalisation est beaucoup plus complexe qu'elle n'y paraît à première vue. Le *xxi^e* siècle sera-t-il celui des choix plus éclairés ou d'un agir pour lequel l'économie sera vouée à un décloisonnement, d'une autre nature qu'un décompartimentage des marchés, une ouverture à la multidimensionnalité en redevenant ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être – une économie « politique » capable de faire face aux réels défis de notre temps – la pauvreté, le chômage, l'exclusion ? En un mot, ce siècle sera-t-il celui des périls d'un développement non soutenable dans toutes ses dimensions humaines et environnementales en l'absence d'une nécessaire gouvernabilité systémique (H. Bartoli, *La pensée économique au tournant du millénaire*) ? Sortir de la crise de civilisation qui tenaille la société, n'est-ce pas sortir de la misère de l'économie unidimensionnelle en même temps que sortir de l'économie de la misère pour les deux tiers des êtres humains de notre planète !

Ce numéro spécial a été réalisé notamment grâce au concours de Raymond Barre, Président de la Fondation François Perroux, et de Gilbert Blardone, Président de l'Association lyonnaise des amis de François Perroux, avec la coopération financière de la Faculté des Sciences sociales de l'Université d'Ottawa, appuyée par l'AUFELF-UREF et soutenue par l'Ambassade de France. Que tous soient ici remerciés.